



TRIAL
International

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

**Version
courte**



OUI, NOUS POUVONS FAIRE LA DIFFÉRENCE !

Nous connaissons tous l'adage « rien n'est permanent, sauf le changement ». Mais le cercle vicieux de l'impunité reste très difficile à briser, tant il est rare que le pouvoir et les privilèges laissent place à la justice.

Il faut de la passion et de la persévérance pour faire bouger les lignes. Mais surtout, nous devons être nous-mêmes convaincus que le statu quo peut être rompu. En 2017, nous avons osé rêver de changements, et certains d'entre eux se sont concrétisés.

Aucune de ces améliorations n'aurait été envisageable sans les partenaires et les soutiens de TRIAL International. Les contextes dans lesquels nous travaillons peuvent varier mais l'objectif est toujours le même : faire une différence dans la vie des victimes et utiliser l'état de droit pour instaurer une justice durable.

TRIAL International œuvre aussi au changement en interne. Après 15 ans d'existence, l'ONG s'est lancée dans un processus approfondi de développement organisationnel, qui sera mené jusqu'à fin 2018. Nous devons à nos partenaires, à nos sympathisants et surtout aux victimes d'évoluer vers toujours plus d'efficacité et de pérennité. Nous nous réjouissons des perspectives nouvelles qu'ouvrira ce changement.

Merci pour votre soutien et bonne lecture.

Philip Grant, Directeur



Lire notre rapport d'activité
complet en ligne
trialinternational.org/fr/2017

2017 EN UN COUP D'ŒIL



Plus de 800
victimes soutenues



40
nouvelles affaires



297
praticiens
du droit formés



2 383 866 CHF
de revenus



38
collaborateurs



200 000
visites sur
notre site web



Rejoignez vous aussi
la lutte contre l'impunité !
Votre don contribuera à faire
avancer la justice internationale.

IBAN : CH85 0900 0000 1716 2954 3

www.trialinternational.org

ENQUÊTES ET DROIT PÉNAL

Lutter contre l'impunité dans un monde sans frontières

En janvier, TRIAL International a dénoncé l'ancien ministre gambien Ousman Sonko, soupçonné de torture. Placé en détention, il fait l'objet d'une enquête pour crimes contre l'humanité. TRIAL International a aussi rejoint la campagne internationale visant à faire traduire en justice le supérieur d'Ousman Sonko, l'ancien président gambien lui-même, Yahya Jammeh.

En Suisse, les poursuites lancées contre Rifaat Al-Assad, l'oncle du président syrien Bashar Al-Assad, sont au point mort. Soupçonné de crimes de guerre, l'ancien vice-président syrien fait l'objet d'une enquête depuis quatre ans mais aucun progrès notable n'a été réalisé. TRIAL International a largement documenté ces crimes présumés, dans l'attente que les preuves recueillies incitent les autorités à agir.



© TRIAL International

NÉPAL

Une nouvelle structure et une présence régionale renforcée

Reconnaissant le besoin d'une présence renforcée sur le terrain, TRIAL International a ouvert sa première structure permanente à Katmandou. Ouvert en avril, le Centre pour les droits humains et la justice (Human Rights and Justice Centre) informe les victimes sur leurs droits et offre une assistance juridique gratuite, tant au niveau national qu'international.

TRIAL International a également étendu ses activités en dehors de Katmandou, en lançant un programme de formation destiné aux avocats à Biratnagar, dans l'est du pays, et en assistant des victimes vivant dans des zones isolées.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Malgré la crise politique, des procès historiques ravivent l'espoir

Un nombre sans précédent de procès pour crimes de masse se sont ouverts dans l'est de la RDC en 2017. Rien que dans la province du Sud-Kivu, trois procès majeurs ont entraîné la condamnation d'une douzaine d'auteurs de crimes de masse, et des réparations significatives ont été accordées aux victimes. TRIAL International a travaillé sur la plupart de ces affaires, en soutenant les avocats et en veillant à ce que les victimes bénéficient d'un accompagnement holistique.

L'organisation a également étendu ses programmes de formation à de nouveaux acteurs juridiques – notamment des procureurs, des magistrats et des activistes – dans le but de consolider l'ensemble des fonctions judiciaires dans l'est de la RDC.



© Landry Nshimiye/TRIAL International

BURUNDI

Renforcer les compétences locales sur les poursuites internationales

Le Burundi a fait la une de l'actualité en novembre 2017, lorsque la Cour pénale internationale (CPI) a annoncé l'ouverture d'une enquête suite à des allégations de crimes internationaux. Cette situation, couplée à la criminalité endémique dans ce pays, a incité TRIAL International à se concentrer sur les poursuites internationales et à consolider ses programmes de formation sur les normes et procédures internationales, en mettant l'accent sur la CPI.

La connaissance de TRIAL International du système judiciaire défaillant au Burundi lui a également permis de fournir des informations de première main à la CPI sur les difficultés rencontrées par les victimes dans leur quête de justice et de réparation.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Plusieurs succès de plaidoyer pour le plus ancien programme de TRIAL International

Obtenir réparation demeure très difficile pour les victimes, et largement inégalitaires selon les régions de Bosnie-Herzégovine. TRIAL International a concentré son action de plaidoyer sur l'amélioration et l'harmonisation de pratiques telles que l'intégration des demandes d'indemnisation dans les procédures pénales, l'établissement de critères pour déterminer les montants appropriés, et l'exécution des jugements rendus.

Rendre les procédures plus sûres pour les victimes vulnérables, y compris devant les instances civiles, a constitué un deuxième axe de plaidoyer. Après plusieurs réunions fructueuses, TRIAL International a proposé des modifications aux codes de procédure civile – notamment quant à la protection de l'identité – afin d'améliorer la sécurité et le bien-être des victimes.



© TRIAL International

“ **Je rêve de savoir ce qui est arrivé à mon mari. Jusqu'à ce que je le sache, je continuerai de me battre, pour lui et pour les milliers d'autres disparus.** ”

Emma Cekic, dont le mari Salih a disparu en 1992

FINANCES

Chiffres clés

Tous les chiffres sont sujets à validation par l'Assemblée générale de TRIAL International.

Revenus

2 383 866 CHF

+17% depuis 2016

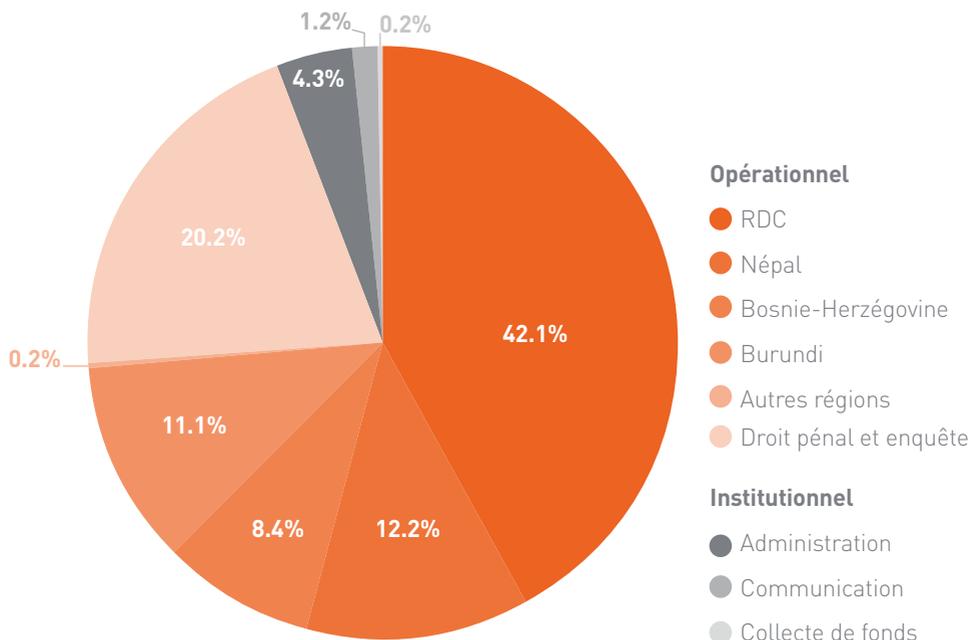
Dépenses

2 363 826 CHF

+16% depuis 2016

94%
des ressources
financières allouées
aux actions juridiques

Répartition des dépenses



SOUTIEN DES DONATEURS



300

membres et donateurs privés



35

partenaires institutionnels



© Will Baxter/TRIAL International

Amnesty International,
section suisse

Foreign and
Commonwealth Office,
gouvernement britannique

Service public fédéral
des Affaires étrangères,
gouvernement belge

Commune de
Chêne-Bougeries

Commune de
Plan-les-Ouates

Commune de Troinex

Commune de Veyrier

Département fédéral
suisse des affaires
étrangères, gouvernement
suisse

Fondation Antenna
Technologies

Fondation euro-
méditerranéenne
de soutien aux défenseurs
des droits de l'Homme

Fondation Jylag

Fondation Kvinna
till Kvinna

Fondation Oak

Fondations Open Society

Fondation MISEREOR

Fondation Peace Nexus

Fondation Pluralisme

Fondation pour l'Égalité
des chances en Afrique

Fondation Pro Victimis

Fondation Sigrid Rausing

Fondation de Taiwan
pour la démocratie

Fonds de contributions
volontaires des Nations
Unies pour les victimes
de la torture

Programme des
Nations Unies pour
le développement

République et canton
de Genève

Ville de Genève

Ville de Carouge

Ville de Lausanne

Ville de Meyrin

Ville d'Onex

Ville de Vevey

**Merci pour votre confiance
et votre engagement !**